

Vie militante

Pas d'unanimité factice

Lucien Saintonge

Le rouleau compresseur de la grande presse est passé sur le Conseil national du P.S.U. Ses journalistes, avides de spectaculaire ou désireux d'entretenir la confusion, réduisirent les débats du palais d'Orsay à des joutes oratoires entre les différents orateurs. Ils parlèrent aussi beaucoup des municipales, comme s'il s'était agi de l'ordre du jour.

Ces journaux, toutefois, n'ont aucune excuse. La manière dont les agences de presse rendirent compte du Conseil, avec une honnêteté rare qu'il faut signaler, était si claire que la simple lecture des dépêches aurait dû leur suffire à saisir le sens de ces assises.

Ils sont donc entièrement responsables de leurs faiblesses et de leurs carences. L'information, en fait, fut, la plupart du temps, présentée frauduleusement, la palme en ce domaine, c'est **l'Humanité** qui la porte : évoquant l'amendement Victor Fay, le journal écrit : « La condamnation politique et publique des actes de sabotage et des attentats individuels ou de groupes isolés a été vivement prise à parti, notamment par Kergoat. Finalement, l'amendement a été repoussé. La plupart de ceux qui, ouvertement, se solidarisent avec les agissements et les méthodes terroristes... ».

Quel bricolage, camarades ! Quelle insidieuse manière d'assimiler des faits de nature différente. Goebbels, l'apôtre du nazisme, ne faisait pas autrement.

Un débat très vif

Les délégués se sont donc retrouvés vendredi matin dans la grande salle du palais d'Orsay à Paris. L'ordre du jour de ce III^e Conseil national du P.S.U. portait sur l'élaboration d'un programme d'action du parti. Dès l'ouverture, un débat très vif s'est engagé sur le rapport d'activité du bureau national, présenté par François Dalbert. Les interventions ont porté principalement sur la nécessité d'une réorganisation administrative ainsi que sur les conditions dans lesquelles le bureau national avait poursuivi, puis rompu

ses négociations avec le P.C.F. Le secrétaire national, Michel Rocard, est revenu, dans son discours prononcé en fin d'après-midi, sur les municipales : « Tout en mettant l'accent sur la pression unitaire exercée par la classe ouvrière, a-t-il dit, le P.C.F. a voulu déconsidérer notre parti. » Il a également évoqué la conférence de presse de Pompidou, conférence qui « n'a rien appris de neuf ».

Michel Rocard a enfin souligné la nécessité urgente pour le parti de concrétiser le programme révolutionnaire qui fera l'objet de l'ordre du jour du prochain congrès national, les 25, 26 et 27 juin à Lille.

Abraham Béhar, de son côté, a rappelé l'originalité profonde de ce Conseil national, préparé, pour la première fois, par un millier de délégués ouvriers et paysans.

Neuf commissions

En début de soirée, neuf commissions étaient formées pour examiner le rapport de synthèse : Etat, cadre de vie, enseignement et culture, luttes paysannes, services, luttes internationales, luttes ouvrières, répression et enfin, orientation, qui devait rédiger le « chapeau politique » de ce texte de synthèse.

Le soir même, souvent très tard, et le samedi matin, les délégués se répartirent dans les différentes commissions. Les débats les plus longs furent livrés sur les luttes ouvrières, la répression et surtout l'orientation où deux points de vue, celui de la majorité de la fédération de Paris et celui défendu par Bauby, s'affirmèrent nettement. Toutefois, il est à souligner que les tendances apparues en juin dernier à Rouen ne se manifestèrent plus.

C'est finalement une analyse beaucoup plus élaborée de la question syndicale que celle fournie par les précédents conseils qui l'emporta.

Unanimité

L'exposé des rapports des commissions commença samedi après-midi. Il se prolongea tard dans la soirée pour reprendre, le lende-

main, sur l'un des derniers rapports : Luttés ouvrières.

Les délégués, nombreux à toutes les séances écoutèrent avec attention les différents rapporteurs, dont plusieurs ouvriers, commerçants (commission services) et paysans (commission agriculture).

Le programme d'action, amendé en fonction des rapports des différentes commissions, a été adopté à l'unanimité. Au-delà des discus-

sions, les délégués ont manifesté la volonté d'entreprendre un travail en commun.

Après le vote sur le programme d'action, Bernard Lambert a présenté, au nom du bureau national, une esquisse du programme révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés. Son discours, écouté avec attention, et très applaudi, s'est terminé sur des propositions pour transformer la nature du parti. Le prochain Congrès en décidera.